

Avec les Anarchistes
Dans le silence

TOUS AU MUR

LE DIMANCHE 4 JUIN
A 10 H. 30
Rassemblement place Voltaire

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 231

VENDREDI 2 JUIN 1950

LE NUMERO : 10 francs

Fondé, en 1895 par Louise

MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

Pas d'augmentation
de salaires, mais...
**1.000 milliards
de revenus
dissimulés au fisc**

La révolution et le pain

LES libertaires ne se sont jamais dissimulés les problèmes extrêmes posés par la révolution. Il faut assurer la réorganisation des transports, la production, la distribution, ou plus précisément, exploiter la structure matérielle existante au bénéfice de concepts sociaux nouveaux mais encore balbutiants et meurtris par leur soudaine et violente opposition avec les traditions et les habitudes les plus chères.

La fièvre des combats une fois apaisée, le patronat devenu inoffensif par l'annatisme de l'Etat, les richesses collectives rendues à la collectivité, un travail opiniâtre d'adaptation psychologique requerra les révolutionnaires. A la préminence de l'individu il faudra substituer la préminence du groupe, au « chacun pour soi » le « tous pour chacun ».

Pour éviter deux menaces d'oppressions différentes : une sorte de communisme monastique ou un retour plus ou moins direct à l'autoritarisme, il faut qu'apparaisse en pleine lumière l'intérêt matériel immédiat que retire l'homme de sa soumission volontaire aux nouvelles obligations sociales de son groupe et que celui-ci fasse de même vis-à-vis de la collectivité dans son ensemble.

Il sera donc urgent d'amplifier la production, d'assurer une distribution rapide afin que cet intérêt soit justifié et l'individu débarrassé de l'idée préconçue, du phantasme créé par ses nouvelles responsabilités.

L'homme pourra alors atteindre le haut niveau de civisme lui permettant de comprendre que son intérêt est maintenant indissolublement lié à celui de la collectivité. Il rejettera le faux individualisme qui consiste à vivre aux dépens des autres et à afficher la supériorité bien souvent factice qu'autorise la hiérarchie. Et il lui deviendra évident que son épanouissement spirituel, moral, civique est strictement conditionné par l'apport incessant de biens matériels et le développement continu des services, donc par l'incessante élévation du niveau de vie de toute la société.

Ainsi, en partant de préoccupations matérielles, le pain, l'habitat, la sécurité du lendemain, on s'élève tout de suite à la hauteur de spéculations pour une éthique révolutionnaire, on découvre que le rationalisme est l'unique source de renouveau humains.

L'égalité, ou plus précisément, l'équivalence économique et la liberté économique, donc réelle qui en découle est le premier et l'on peut même dire le seul argument de la Révolution. Mais ses conséquences sont immenses, infinies, elles embrassent toutes les activités humaines. Elles permettent de promouvoir un homme nouveau (non à la mode du totalitarisme) mais simplement l'homme tel qu'il est et non tel qu'il apparaît actuellement : soumis à des normes le poussant à combattre sans pitié tous ceux qui l'entourent. Cette œuvre de rééducation sera celle de chacun et de tous, mais restera, réponsable, durablement subordonnée à la mise en route aussi rapide que possible des rouages économiques. Car il faudra que devienne évidente la coûteuse inutilité de l'Etat et du Patronat afin que les forces contestataires se heurtent à la confiance que l'homme aura enfin retrouvée au fond de lui-même. Là nous touchons cet élément subjectif méconnu ou méprisé par les marxistes qui jugent le processus historique uniquement à la lumière des effets matériels sans se soucier de remonter à certaines causes psychologiques. Là se découvre enfin la question-clé de la réussite ou de la non-réussite révolutionnaire. Ou l'homme transposera sur un plan qu'on lui proposera le rêve de sa destinée et il sera bocheviste, ou il brisera toutes les volontés extérieures à la sienne et prendra possession de son domaine.

Notre tâche est donc de connaître à fond les nécessités matérielles qu'impose la révolution. De ne jamais oublier qu'une révolution sans pain est perdue d'avance et qu'il nous faut apprendre au peuple à faire son pain lui-même si nous voulons éviter qu'il aille le faire quelque part ailleurs.

REDICTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre
25 francs et la dernière bande

La Commune de Paris : ESPOIR DE LIBERTÉ

La Commune de Paris est le témoignage des grands sacrifices qu'exige toute évolution humaine.

Nous sommes redevables à la Commune de Paris de certaines libertés qu'aujourd'hui nous voulons agrandir encore, jusqu'à ce que les racines du parasitisme, de la domination de l'Etat, les racines de l'exploitation du capitalisme soient extirpées d'une manière définitive et que naisse enfin une société libérée continuant dans l'effort, la solution de ses problèmes.

THIERS AU POUVOIR

« Il y a vacance du Pouvoir » s'écriait Thiers le 29 août 1870, alors que Sedan ouvrait la tombe de l'Empire. Tandis qu'une partie de la bourgeoisie avec ses 1.500.000 non luttait contre les 7.500.000 oui de l'Empereur, Thiers, son chef et son représentant, devenait le bénéficiaire de la révolution de palais du 4 septembre qui lui donnait le pouvoir.

Par crainte que le peuple prenne en main l'appareil administratif, les bourgeois opposés à l'Empire, mais surtout à la Révolution, s'installaient dans les places fortes de ce Pouvoir, agrippés par une autre crainte, celle de se sentir isolés de la Province, représentant la vaste étendue de territoire capable de résister à l'invasion.

Jules Simon devait dire : « On nous nommait pour ne pas subir les autres, voilà toute notre légitimité ».

Les autres, c'étaient les révolutionnaires, ceux répandant les idées de l'Internationale, les marxistes et les proudhoniens. Et ce gouvernement de Paris composé d'élus de Paris, eut bientôt à sa présidence le général Trochu, garant de l'allégeance de l'armée.

Avocats, professeurs, publicistes, les Rochefort, Jules Favre, Gambetta, Picard, ces opposants de l'Empire montaient au Pouvoir, soulevés par un réflexe national blessé par la morgue de de Moltke et l'intraitable Bismarck.

Leur préoccupation était d'élire une Assemblée Nationale, très modérée, puisqu'une majorité de royalistes devait la constituer.

Thiers était satisfait. Cette République commandée par des monarchistes, lui semblait le moyen d'éviter la guerre civile.

La République ? C'est le gouvernement qui nous divise le moins », disait-il.

Il devenait l'homme providentiel, l'homme qui avait tout prévu, l'homme de l'heure, l'homme nécessaire, qui avait annoncé la catastrophe et qui se disait au-dessus des partis, voir au-dessus de l'Assemblée.

De sa plus belle écriture, il relatait à son éminence grise Jules Favre : « Pour établir la République, il faut une administration dans laquelle figure des Républicains ».

Le 17 février 1871, l'Assemblée le qualifie « chef du pouvoir exécutif de la République Française ». A 73 ans, il allait devenir le grand bonhomme qu'il avait rêvé d'être.

Couronné à Bordeaux, les ambassadeurs étrangers le légifèrent par des lettres de créance.

FISC, SALAIRE ET PATRONAT

FAUDE fiscale, débrouillage individuel et « combine », le tout largement assaisonné de patriotisme, forment l'assise mentale de ceux qu'il est convenu d'appeler : les bons Français. En règle générale les commerçants, les industriels, les gros propriétaires terriens inclinent pour l'ordre, l'ordre existant bien sûr, et repoussent avec indignation tout ce qui pourrait porter atteinte aux principes sacro saints de la propriété et du droit imprescriptible de faire « suer le bœuf ». Aussi les formations politiques qui inspirent les vertus très chrétiennes du drapeau, de l'autorité, du négoce, du salaire imposé par quelque gouvernement fort ou quel que « sauveur » bénéficient toujours de leurs faveurs. Pour à tour on les a vus pétainistes, puis M.R.P. et gaullistes. Quant aux grandes fortunes représentées par la banque, la métallurgie, le textile, la soie, elles se placent sous la protection de M. Paul Raynaud.

Ces « gens bien » ont pour habitude de respecter les lois (aussi longtemps

Le 19 février, il forme son ministère. Les « hautes familles » françaises, ducs, marquis, comtes, sont désignées pour occuper les ambassades, et le personnel républicain est placé dans les départements, dans les préfectures.

Ce sénile à qui le pouvoir insufflé de la jeunesse, dit de suite qu'il est pour la centralisation, et qu'il ne saurait y avoir séparatisme entre la Province et Paris.

Par des réformes. Il s'agissait de rester dans les vieilleseries jusqu'au cou. Se sentant solide enfin, Thiers se rend le 22 février auprès de Bismarck à Versailles, et discute les conditions de paix.

Le culte de la haine

Le respect profond de la personne humaine, la volonté de détruire les institutions qui s'opposent à son épanouissement intellectuel et physique, est la caractéristique essentielle de l'esprit libertaire. Nous savons toujours nettement distinguer entre les chefs et les troupes, nous condamnons les premiers, nous excusons les seconds, nous n'assimilons jamais les actes d'un militant communiste de la base à ceux d'un Thorez ou d'un Staline, nous cherchons constamment à détourner le peuple des chemins tracés par l'arbitraire et menant à la guerre ; nous nous efforçons de tendre une main fraternelle même à ceux qui nous combattent, aussi longtemps que poussés presque toujours par la vénéralité ou par la volonté de puissance ils ne deviennent pas les défenseurs appointés des institutions que nous voulons abolir.

Tout autre est l'attitude de ceux qui, avant tout, veulent conserver et perfectionner ces institutions. Ils sont forcément amenés à lutter contre les hommes et leur but avoué peut se traduire par l'expression populaire : « Ote-toi de là que je m'y mette ». Ils combattent d'abord les gouvernements puis, peu à peu, les collèges électoraux d'où ces gouvernements sont issus. A la limite se découvre le massacre pur et simple de tous les opposants ainsi que en avons eu le spectacle en Russie, et dans les pays d'au delà du rideau de fer.

Cette bataille pour le pouvoir qui oppose les formations politiques avec plus ou moins d'acuité, selon le climat du moment a toujours été à peu près circonscrite par les frontières et l'abstraction faite de la Révolution d'Espagne et de l'hitlérisme, elles n'ont jamais eu une influence prédominante sur les conjonctures internationales.

Mais la révolution, ou plus précisément

(Suite page 2, col. 4.)

que celles-ci ne les gênent pas), mais se posent toujours vis-à-vis du menu peuple en professeurs de civisme. A les entendre, ils nous donnent chaque jour l'exemple de leur dévouement à la Patrie, ils sont écrasés d'impôts et ils augmenteraient volontiers les salaires s'ils ne risquaient la faillite pure et simple, donc la faillite de toute l'économie, la faillite de la France pour ainsi dire. Et ce n'est pas M. Villiers qui nous démontre par A + B qu'il était impossible d'accorder davantage que 5 % aux ouvriers, qui nous démentira.

Or, un certain débat, concernant le contrôle fiscal qui a eu lieu récemment au Parlement, vient d'éclairer singulièrement la conscience de tous ces person-

(Suite page 2, col. 5.)

La paix fut signée le 26 février 1871 avec pour condition la cession à l'Allemagne de l'Alsace moins Belfort, d'une partie de la Lorraine avec Metz, une indemnité de guerre de 5 milliards, avec pour garantie l'occupation d'une partie du territoire. Les prisonniers seraient rendus, dans Paris le 1^{er} mars et y resteraient jusqu'à la ratification du traité.

Le 2 mars, une partie de l'armée allemande pénètre dans Paris par le Bois de Boulogne jusqu'à la place de la Concorde. Thiers, après s'être plaint de l'Europe, qui laissait faire sans bron-

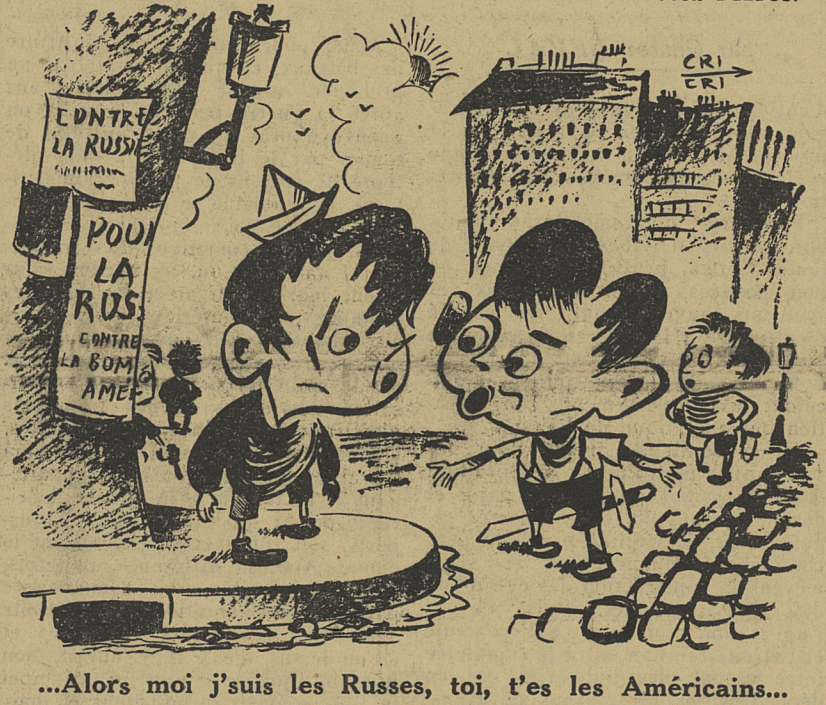
cher, le despotisme germanique, avait d'autres préoccupations : celles du Paris populaire, de ce Paris « qui nous envoie une révolution toute faite tous les 15 ans » disait-il.

La Révolution

Pendant que, le 15 mars, Thiers était occupé à réfréner l'avidité des Orléanistes et Légitimistes réclamant une Monarchie Constitutionnelle, la Révolution grondait à Paris, Et le froid, la misère, la fait sortir de son lit.

(Suite page 2, col. 6.)

« Défense d'inspirer l'horreur de la guerre aux enfants »
Yvon DELBOS.



...Alors moi j'suis les Russes, toi, t'es les Américains...

Le meeting de Wagram

C'EST sous le signe de la lutte au sein même des masses laborieuses, au sein des usines, parmi les travailleurs, qu'a été placé le meeting du V^e Congrès de la Fédération anarchiste, présidé par notre bon camarade Jacquelin.

Devant un auditoire de 1.200 personnes, tour à tour nos camarades Fontaine, Zinopoulos, Arru, Lanen et Joyeux, développèrent les divers aspects de la pensée libertaire, pour conclure, par la voix du dernier orateur, par l'impérieuse nécessité qui, aujourd'hui, s'impose aux révolutionnaires : appliquer de nouvelles méthodes de lutte, en premier lieu : diffuser, vulgariser, faire pénétrer partout le principe de la grève gestionnaire.

Fontaine, d'abord, parle de l'éthique libertaire, de ce qu'est le véritable socialisme. Développe la pensée de Bakounine : le socialisme sans la liberté, c'est l'esclavage, mais la liberté sans le socialisme, c'est la liberté d'exploiter son prochain, il démontre comment les peuples soumis au totalitarisme, de celui-ci soit d'essence hitlérienne ou stalinienne, perdent leur dignité et se voient assimilés à de simples « numéros alimentaires ». Le socialisme n'est pas, ne pourra jamais être imposé par l'attribution d'une gamelle bien garnie ; il ne pourrait être, dans ces conditions, qu'une entreprise d'élevage dans laquelle l'homme est tenu à s'effacer totalement.

Transposer ces pensées sur le plan de l'action sociale signifie donc la prise de possession de tous les moyens de production par le peuple, directement, et non par l'intermédiaire de quelque « gouvernement ouvrier ». La grève gestionnaire, l'auto-organisation des masses dont les camarades d'Armagnac nous donnent en ce moment l'exemple, que Zinopoulos nous décrit avec fougue, apparaissent du domaine des possibilités d'un avenir proche. Il ne s'agit pas, certes, de vouloir anticiper de refuser tout autre moyen de combat et de se confiner dans l'attente. Il s'agit d'être constamment aux côtés des travailleurs en lutte, de les soutenir opiniâtement, même si les méthodes qu'ils emploient appartiennent déjà à un autre âge, de tenter par tous les moyens de promouvoir une renaissance de la force révolutionnaire, seule capable d'abolir les institutions sociales actuelles ; car rien ne nous permet de penser que cette renaissance n'éclatera pas, peut-être au moment où nous nous y attendrions le moins. Ainsi que Lanen nous l'a montré, rejeter les mythes politiques, dénoncer

les centrales réformistes et ne jamais oublier ce que Arru nous rappela, que nous sommes les pionniers d'une grande et magnifique pensée libertaire, doivent inspirer nos actes. Il nous faut donc persévérer dans la diffusion du mode de lutte nouveau et adapté aux circonstances, la grève gestionnaire que, pour conclure, avec son habituelle élo-

quence, développa à larges traits aux applaudissements enthousiastes de l'auditoire.

Belle soirée, beau meeting où l'attention, le sérieux de tous, renforça notre volonté de lutte bien davantage que de vains défillements de masses soumises et respectueuses de mots d'ordre imposés.

NOTRE CONGRÈS

Le Congrès de la F.A. réuni à Paris le 27 mai envoie son fraternel salut aux travailleurs en lutte à Armagnac. L'assurance de tout son soutien matériel et moral, leur fait parvenir 15.000 fr., fruit d'une collecte spontanément organisée. Est certain que leur magnifique action et l'union dont ils font preuve dans le combat serviront d'exemple à toute la classe ouvrière.

UN Congrès passionné, violent parfois, et où l'ardeur des jeunes militants rendit éclatante la montée des nouvelles générations libertaires tel fut celui qui se tint les 27, 28 et 29 mai dans une salle parisienne. Après s'être livrés à une critique serrée du Comité National sortant, les congressistes abordèrent les problèmes concernant les divers aspects de l'action sociale. Malgré quelques accrocs, quelques incidents rendus inévitables par l'inexpérience des jeunes, du commencement à la fin, les assises de la Fédération Anarchiste française furent marquées au coin de la volonté organisationnelle de la discipline librement consentie, mais aussi de l'affirmation constante du respect de la pensée, de l'opinion de chacun.

Nous sommes loin, ici, de ces congrès préfabriqués où les motions adoptées à l'unanimité obligatoire témoignent d'un asservissement total de l'individu à une bureaucratie toute puissante. Chaque proposition importante, déjà étudiée et discutée avant le Congrès au sein des groupes, donna lieu à une con-

frontation d'opinions où s'opposèrent, parfois en duels oratoires remarquables, les camarades venus des quatre coins de France.

Ainsi furent définis, clarifiés, nos méthodes d'action, notre position vis-à-vis des faits sociaux, tels : la religion, l'école, le syndicalisme, etc.

Refletant parfaitement l'atmosphère du meeting de Wagram, le Congrès s'est penché sur les moyens de lutes sociales et affirma sa volonté de concrétiser dans l'action la pensée des théoriciens de l'anarchisme. Et ce fut la grève gestionnaire, l'action syndicale, la propagande au sein des usines, des entreprises qui occupèrent l'attention soutenue des congressistes. Ce fut également la que l'on enregistra les plus vifs éclats, les discussions les plus ardentes et qui formèrent tout à la fois et le point culminant et la base solide du congrès.

La Fédération anarchiste vient encore une fois d'affirmer, non seulement sa vitalité, mais aussi son développement incessant, sa pénétration de plus en plus profonde parmi les diverses couches populaires.

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Reine et ministre

ne l'exploitait à fond, ce serait la fin de la civilisation. Personne n'en doute; et les fils de fer barbelés stalino-marxistes n'auraient plus qu'à s'ins-taller dans le monde entier.

La bombe atomique apparaît donc comme une possibilité quasi radiuse et tous les enfants devraient en chan-ter les louanges. Elle est d'ailleurs quasi inoffensive. Tout au plus fait-elle peur. Au moment où on la voit descendre au bout de son parachute que bercent les alizés on est déjà mort et le royaume des cieux s'ouvre tout grand. Tandis que mourir dans un camp soviétique exige des années de martyre. L'avantage est donc certain et l'on devrait accorder à la circulaire radicale de M. Y. Delbos une large pu-blicité. Elle est en quelque sorte l'ap-plication sur le plan pratique de la « profonde pensée » de la reine de Hollande.

Voilà donc les deux possibilités im-médiates qui s'offrent à nous. Bombe ou camp. Ou les deux à la fois. Mais il est vrai que le camp occidental et le camp oriental diffèrent. Le premier est « démocratique », le second bolche-vik.

Nuance ! Et pour éviter ce grand malheur qui nous priverait de nos derniers libertés et de notre dignité de républicains conscients, organises, laïques et obligatoires, il convient de nous envoyer dans un autre monde avec la bénédiction du Saint-Père. Et ce petit et dernier voyage s'inscrit tout naturellement en corollaire des « pos-sibilités inouïes » de notre époque.

A moins que nous ne découvriions une autre possibilité : celle d'envoyer Juliana peindre en rouge des fromages de Hollande et ce vilain monsieur (vous savez cet individu sadique qui veut corrompre l'enfance)... Oui, mais qu'en faire ? Vraiment, je ne vois pas. Il ne serait même pas digne de vider les poubelles dans une société où il n'y aurait plus de bombe atomique et plus d'Yvon Delbos.

OLIVE.

LES SERVICES PUBLICS SANS L'ETAT (2)

par Gaston LEVAL

L'USAGE de plus en plus intense du véhicule à moteur et de l'avion fait que dans certains cas ces deux branches de trans-port rivalisent avec le chemin de fer. En société capitaliste ou d'économie libérale, cela conduit à une concu-rrence effrénée qui se solde par des faillites et un gaspillage criminel d'énergie, à moins que l'organisa-tion d'un trust permette au tout de vivre sur le dos du client d'autant plus exploité.

Telle est souvent la cause plus ou moins véritable de l'intervention de l'Etat qui, conseiller ou régulateur autoritaire, s'efforce d'équilibrer bien ou mal, d'abord le rail et la route, et, dans les pays où l'aviation s'est le plus développée, fait maintenant entrer cette dernière dans ses lois et décrets.

Que ce soit pour construire des ca-mions, des cars ou des avions, l'Etat, là où il est constructeur et adminis-trateur, sera remplacé comme les en-treprises de capital privé. Ses usines, ses ateliers, ses centres administra-tifs ne sont pas plus difficiles à gé-ner que les usines, les ateliers, les centres administratifs des entreprises capitalistes.

La croyance irraisonnée que l'or-ganisation étatique est irremplaçable fait que bon nombre de personnes qui admettent la déposition de l'entre-prise privée ne le croient pas possi-ble quand il s'agit de l'Etat, comme si celui-ci créait des modes et des for-mes de travail absolument tabous. Cela est absolument inexact. Depuis la fin de la guerre, les nationalisa-tions sont à l'ordre du jour en An-gleterre. Charbonnages, banques, chemins de fer, médecine, gaz, aci-eries ont été nationalisés. Quand, au-paravant, ces branches de la produc-tion et du travail étaient aux mains des exploiteurs ou des exploités privés, leur socialisation n'est-elle pas possible. Pourquoi ces mêmes bran-ches de production et d'activités ne seraient-elles plus socialisables après leur nationalisation ?

Peut-être, au contraire, serait-ce plus facile. Car le Syndicat des Mi-neurs de Grande-Bretagne pourrait prendre plus facilement à son compte l'exploitation des mines maintenant que l'Etat en a fini avec la poussière

d'entreprises particulières qui entra-vaient plus qu'elles ne facilitaient la production par leur retard technique et leurs maigres moyens d'exploita-tion.

Fabriques d'automobiles, d'auto-bus, de cars, d'avions, de moteurs de toutes sortes peuvent, étatisées ou non étatisées, passer aux mains des syndicats ouvriers qui, du comité d'entreprise à la fédération nationale d'industrie, et du dépôt à l'organisa-tion nationale du transport, rempla-ceront avantageusement l'organisa-tion bureaucratique de l'Etat.

Il en serait de même pour les transports maritimes. Aujourd'hui, dans un grand nombre de pays, et devant le coût élevé des navires gi-gantesques, le capital privé ne peut continuer à financer par ses seuls moyens la construction des cargos ou des transatlantiques. Puis, devant l'unification croissante de l'économie et l'étrange relation entre le commerce international, les industries qui en dépendent, et les moyens de trans-port grâce auxquels ce commerce se fait, les entreprises privées ne répon-dent plus aux besoins indivisibles de l'ensemble de l'économie.

L'Etat est donc devenu le princi-pal actionnaire, et le commanditaire, à moins qu'il ne soit franchement constructeur de bateaux, et qu'il ne possède en propre, intégralement ou en partie, des chantiers de construc-tion navale.

Allons, allons, philanthropes du commerce, civilisateurs du sabre, rengainez vos tirades sur les bienfaits de la civilisation. Ce que vous appelez ainsi, ce que vous déguisez sous le monde co-lonisation a un nom parfaitement défini dans votre Code, lorsqu'il est le fait de quelques indivi-dualités obscures : cela s'appelle « Pillage et assassinats en ban-des armées ». Mais la civilisa-tion n'a rien à voir avec vos pra-tiques de bandits de grands che-mins.

JEAN GRAVE.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laureys G., 80, rue Fran-cisco-Perron, à Fives-Lille (Nord).

2^e REGION

PARIS-XIV. — Réunion : les camarades du groupe sont invités au local habituel, le mercredi 24, à 20 h. 30. Congrès natio-nal.

GROUPES LOUISE MICHEL (18^e arr.). — Réunion jeudi 25 mai, à 21 h. pré-cises, de tous les militants, 7, rue de Tré-taigne. Présence indispensable.

GROUPES DE COLOMBES. — Réunion dimanche 28 mai, à 9 heures très précises, lieu habituel. Présence indispensable de tous. Ordre du jour : Compte rendu du MONTREUIL. — Réunion tous les mer-credis, à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris. Métro : Robespierre.

3^e REGION

MACON. — Groupe Germain. Nous in-formons tous les militants, sympathisants du Mouvement libertaire, que le groupe a repris son activité. Les camarades dési-rant participer à son action sont priés de s'adresser à Charroux Marcel, à Pier-reolles (Saône-et-Loire).

4^e REGION

LYON-CENTRE. — La permanence sera assurée le 27 mai, au siège, de 16 h. 30 à 19 heures.

Adhésions, cotisations, bibliothèque.

GROUPES LIBERTAIRE DE TOU-LOUSE. — Réunion du groupe vendredi 2 juin 1950. Compte rendu du Congrès Na-tional de la F.A.

5^e REGION

NARBONNE. — Jeudi 1^{er} juin, à 21 heu-res, salle du Bar du Commerce. Compte rendu du Congrès National par Estève. Invitation cordiale aux sympathisants et aux lecteurs du « Libertaire ».

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

GROUPES LOUISE-MICHEL

"Le problème scolaire"

Orateur : Aristide LAPEYRE

Jeudi 1^{er} juin, Salle de l'Olympic 20, rue Léon - Métro : Château-Rouge

Marcadet-Poissonniers-Barbès

CONTRADICTIONS CAPITALISTES ET GUERRE ENTRE ETATS

Les tenants du libéralisme ne man-quent pas d'ingéniosité pour justifier dé-sespérément leur système battu en brèche par l'Etat qui, en intervenant dans les rapports économiques, prouve que le libéralisme n'est qu'un adage.

Nous connaissons l'histoire du méca-nisme des prix réglant la production, la concurrence assurant l'équilibre sur les marchés des services et des produits ; nous connaissons l'apologie de la concu-rrence qui la représente comme un stimulant du progrès technique et écono-mique.

Mais ce qu'on ne nous dit pas, c'est le prix de cette concurrence, le prix de cet équilibre pour la classe ouvrière, pour la paysannerie, pour les classes moyennes.

Le capitalisme est par essence élimi-natoire, mais il est surtout l'organisateur de la misère, du chômage, le principe anti-économique qui considère l'abon-dance comme une catastrophe.

Le développement croissant des car-tels, des trusts, des grands syndicats ca-pitalistes, qui groupent des chefs d'en-treprises en leur imposant une législation malheureuse de la production, cette poussée vers la concentration accentuée par deux guerres mondiales précipite l'agonie d'un reste de libéralisme plus théorique que pratique.

Juridiquement concurrentiel, psycholo-giquement véral, le système capitaliste se transforme certes par la lente inter-pénétration de l'Etat, soucieux avant tout de tranquillité sociale.

L'Etat essaie de résoudre le problème de la surproduction, rendue telle, sur-tout dans le domaine industriel, par la trop grande limite des pouvoirs d'achat. La concentration se poursuit, non pas avec l'imminence qu'avait indiqué Marx, mais d'une manière progressive. Cha-que crise réorganise le marché écono-mique, chaque guerre donne aux grandes entreprises la primauté dans l'extraction et la fabrication, et si l'Etat intervient parfois pour freiner ce mouvement à la concentration économique qui consa-cré l'agrandissement du volume des en-treprises, c'est autant pour ménager la puissance électorale des classes moyennes que par incapacité d'assurer à ces

derniers un gagne-pain, que ce soit dans la production qui voit s'amenuiser de plus en plus ses effectifs, dans l'indus-trie, ou dans l'administration.

L'économie de profit ne peut être con-cepue sans la concurrence qui se font les entreprises entre elles, concurrence qui aboutit à donner la maîtrise aux grandes entreprises, concurrence entre ces gran-des entreprises qui n'ont pas toujours la possibilité de se cartelliser, surtout en période de hausse des prix, où les pro-ducteurs considérables appellent un outillage mécanique perfectionné, outillage qui permet de pousser à fond la production avec une main-d'œuvre importante, production qui, sortant de ces grandes usi-nes, est jetée en masse sur le marché.

Un marché qui a pourtant une grande dimension parce que les besoins sont énormes, mais un marché qui se rétrécit parce que les possibilités d'achat du consommateur sont limitées. Et c'est ce que les économistes, admirateurs du ca-pitalisme, appellent gravement : la sur-production.

Alors, devant ce fait, pour vendre néanmoins ses produits, chaque entre-prise fera des efforts accrus pour se tailler une large clientèle et par conséquent portera des coups aux concurrents. Par les moyens du machinisme permettant de comprimer les prix de revient et de transformer les salaires en dividendes, le chef d'entreprise essaiera de lutter et de tenir, mais les concurrents utiliseront les mêmes méthodes et ceux qui ne pour-ront s'adapter disparaîtront.

Et c'est ainsi que dans leurs luttes ré-ciproques, les industriels, les capitalistes, contribueront à créer ce que les écono-mistes bourgeois appellent l'« équilibre général des cours ». Vendre à perte, plu-tôt que de ne pas vendre, tel sera le mot d'ordre et les chefs d'entreprise se feront, selon l'expression américaine, une concurrence à se couper la gorge.

Les consommateurs ne sont pas bénéfi-ciaires de cette situation qui en fait ne profite à personne, puisque leurs sala-ires sont comprimés, puisque le chômage se développe, puisque la paysannerie, débouché naturel de l'industrie voit elle-même son pouvoir d'achat faiblir par une faible demande de ses produits, ce qui détermine une faible demande de produits industriels, donc un ralentisse-ment de l'activité des usines. Cercle vicieux inhérent au régime capitaliste qui rend dans la vente un profit, dans le travail une plus-value dans le prêt d'argent un intérêt bancaire ; cercle vicieux qui pousse le capitaliste à exploi-ter sans mesure le salarié et à l'exploier dans sa seconde nature de consumma-teur soluble : cercle vicieux qui le pousse à rechercher par tous les moyens des débouchés extérieurs, rencontrant là d'autres capitalistes aussi dynamiques protégés par leurs Etats respectifs.

Et cette lutte économique à outrance, lorsqu'elle est neutralisée par des autar-cies, par des nationalisations économiques, par des économies qui veulent se suffire pour l'importation comme pour l'exporta-tion, alors la guerre n'est pas loin, car la guerre permet de couvrir par la force le circuit commercial, le circuit des échanges et contribue à détruire pour quelques années l'armature industrielle du vaincu.

Et l'on recommence, une autre pé-riode avec des antagonismes plus grands, avec des antagonismes qui ne peuvent plus s'inclure dans un ennemi de plu-sieurs générations, mais qui ont besoin désormais pour se développer de la di-mension de continents et de groupes de continents.

C'est dans cette phase que nous sommes aujourd'hui, cette phase mondiale avec une conception politique unique, avec un phénomène de production unique, tel est l'enjeu de la lutte qui sera impi-toyable, avec les moyens de destruction que les grands antagonistes disposent, avec les masses de populations sur les-quelles ils peuvent s'appuyer pour une guerre longue qui se prolongera peut-être en durée la guerre de 1914, la guerre de 1939, avec les territoires sur lesquels ils peuvent s'étendre et les

ressources formidables que leur machine de guerre peut dévorer. Nous en sommes là.

Y aura-t-il un renversement de la ten-dance ? Un climat psychologique de paix pourra-t-il faire échec à la psychose de guerre qui, patiemment, par insinuation, empoisonne chaque cer-veau, en l'indisposant contre l'U.R.S.S. ou contre les Etats-Unis et non pas contre un totalitarisme ou contre un capi-talisme ?

C'est là encore une inconnue que les faits révéleront. Si les prolétaires s'aban-

donnent à la fatalité des guerres, alors tout est perdu. Mais si, profitant des conditions révolutionnaires déterminées par un machinisme qui pousse le capi-talisme, et l'Etat qui le suit comme son ombre, à se réadapter sans cesse pour ne pas être débordé par les forces sub-versives qu'il entretient ; si, profitant de ces circonstances exceptionnelles les pro-létaires interviennent pour compléter le climat révolutionnaire, alors tout est ga-gné : la émancipation économique pourra, avec la liberté, amener la paix.

B. Z.

Fisc, salaire et patronat

(Suite de la 1^{re} page)

nages. Des contrôleurs polyvalents (1) dépendant d'un organisme nouvellement créé se sont livrés à 4.917 vérifications et ont décelé, tenez-vous bien, 50 mil-liards de fraude ! Ajoutons à cela que la dissimulation concernant la seule taxe sur le chiffre d'affaires s'élève pour un exercice à 250 milliards.

Mais il y a mieux : à la Commission des Finances M. Champion, représentant de F.O. a affirmé que le montant des revenus dissimulés atteint la somme de 1.000 milliards. Et cette affirmation n'a pas été démentie par le ministre des Fi-nances. Il est courant de constater que les commerçants ne déclarent que 18 ou 20.000 fr. de revenu par mois, 30 à 35 % de transactions surtout dans le meuble, les cuirs, les transports se font sans facture et on ne reconnait officiel-lement que deux possesseurs sur trois de voitures neuves déclarent le minimum vi-tal comme revenu !

Nous pouvons conclure d'ores et déjà qu'un patron qui paye régulièrement ses impôts peut être considéré comme une rarissime exception. Et comme on peut chiffrer au bas mot à 3 millions le nom-bre de commerçants, industriels petits et gros, il saute aux yeux que la classe des possédants derrière sa façade de probité, derrière ses plaintes contre la dureté des temps, contre ces ouvriers « qui ne veu-lent plus travailler » entasse des fortunes au détriment du pays qu'ils ne cessent de défendre dans leurs écrits et dans leurs discours.

La férocité, l'égoïsme, l'hypocrisie pa-tronales éclatent dans toute leur splen-deur à l'énoncé de ces deux chiffres : 4.917 contrôles, 50 milliards de fraude ! Mais, à propos ces fameux comités d'entreprises que deviennent-ils en l'oc-currence ? Que n'ont-ils décelé ces for-midables dissimulations, que n'ont-ils exigé une massive augmentation des sa-laires ? N'insistons pas. Nous avons dit depuis longtemps que ces comités ne sont que des porcs-épiques où se fabri-quent des contre-maîtres, des garde-chiourme. D'ailleurs s'y trouveraient-ils des éléments incorruptibles, chaque leu-faudrait-il des connaissances de compa-bilité extrêmement poussées pour pou-voir déceler des fraudes que seuls des contrôleurs fiscaux hautement spécialisés sont capables de découvrir.

D'ailleurs le P.C.F. et sa filiale la C.G.T., s'opposeraient à un tel contrôle. Il y a des choses qui ne concernent pas le lampiste, notamment la « ligne » du Parti.

Et c'est bien pourquoi l'on a vu au Palais-Bourbon, les députés staliniens fraternellement unis au P.R.L. dans l'op-position au contrôle fiscal « polyvalent ». Et avec un patriotisme qui a dû tout de même émouvoir bien des mercantis, ils se sont violemment élevés contre cette atteinte « à la liberté ». A la liberté

LE CULTE DE LA HAINE

(Suite de la première page)

la contre-révolution bolcheviste de 1917 a provoqué un bouleversement complet de toutes ces données politiques. Sa rapide transformation en une tyrannie absolue soutenue dans le monde entier par les partis communistes, l'oppression qu'elle exerça maintenant sur les pays balkaniques et la rivalité qui l'oppose aux U.S.A., élèvent sur le plan inter-national ce qui, hier, était du domaine exclusivement national.

L'écroulement adoration de Staline que doit témoigner tout bon militant du P.C.F., le respect de toutes les institu-tions plus ou moins coercitives (l'Etat, l'Eglise, le Commerce, la Justice, etc...) qu'on lui impose, le patriotisme dont on l'abrutit se transformant rapidement en animosité, puis en haine contre tout ce qui n'est pas conforme aux directives du parti, donc aux directives de Staline.

Cette situation s'aggrave intensément par l'état de guerre larvée où nous nous trouvons. L'anticommuniste n'est plus seulement un adversaire politique, mais un ennemi en puissance et la propa-gande stalinienne exploite cyniquement

l'infériorité possible de promouvoir un néo-chauvinisme. On ne dit pas les di-rigeants américains, mais : les Améri-cains, comme naguère on disait : les Boches.

On ne dénonce pas l'Etat, la police, les prisons, mais le gouvernement et ses électeurs qui sont des fascistes. Aucune occasion n'est perdue de désigner du doigt un tel ou tel comme traître, fauteur de guerre, etc, même s'il n'est qu'un prolétaire. Dès l'instant que l'on ose discuter la « ligne » du parti, on devient suspect, on est étiqueté, on est du clan américain, et c'est tout dire. La calomnie, l'exploitation la plus ignoble des sentiments les plus touchants s'uti-lisent sans vergogne. Ainsi, cette affiche représentant un enfant tué par des bombes. Des bombes américaines, bien entendu.

Mais ne croyons pas que cette crimi-nelle préparation psychologique de la guerre soit l'apanage des Soviétiques. A cette propagande répond celle du monde occi-dental. Bien que moins cynique, moins provocante, elle vise le même but. La campagne anticommuniste est porteuse des mêmes forces abrutissantes et ho-micides. Elle tend elle aussi à cultiver la haine contre les hommes et non contre les institutions. De communiste, on glisse insensiblement à la Russie, à l'Est. On dit : l'Est ne connaît que la force, le danger vient de l'Est. L'Est c'est le communisme, la tyrannie, etc... L'Occident c'est la démocratie, c'est la liberté, c'est la possibilité infinie de progrès, c'est la culture chrétienne mil-lénaire qui se dresse contre la barbarie. Il faut que les nations occidentales s'unissent contre les menaces du tota-litarisme.

Et l'Union européenne, le Pacte Atlantique sous le dehors trompeur d'in-ternationalisation, ne sont que de mon-strueuses coalitions politiques destinées à endiguer la poussée communiste.

Tous les partis aujourd'hui n'ont plus qu'une étiquette anti ou pro-commu-niste, leurs nuances particulières se sont effacées. La lutte pour le pouvoir natio-nal s'est gonflée démesurément. C'est maintenant la lutte pour le pouvoir mon-dial qui requiert les peuples au sein desquels la haine s'érige en culte. Afin qu'ils acceptent de vider la querelle des grands avec toute la férocité nécessaire.

J. C.

ESPOIR DE LIBERTÉ

(Suite de la première page)

Le 18 mars, les premiers mouve-ments populaires se produisent : La ré-pression de 1848 stimulant l'idéalisme révolutionnaire. Le peuple de Paris avait de l'armement, 2.000 canons, des foris. La rapidité des gros propriétaires venait accentuer la colère de ces ou-vriers sans argent battant le pavé, en réclamant par voie d'huissiers les règlements immédiats des échéances de loyers.

Et le « Père Duchêne », pour répon-dre à Duffaut réclamant le retour au droit commun, devait s'écrier : « Ce n'est pas assez d'avoir supporté la faim, d'avoir versé son sang, d'avoir bu sa honte : il nous reste trois termes à payer. Nous ne les paierons pas ! ». Les Blanqui, les Félix Pyat, les Vermorel, les Vallés trouveront là le moment de déployer leur énergie de révolutionnai-res. Les mots d'ordre sont : autonomie communale, fédération, collectivisme.

A la vieille centralisation unitaire et abstraite s'oppose le principe des com-munes souveraines fédérées et confédé-rées. Varlin, Jourde, Eudes, Ferré, Du-val, Delescluse sont au Comité Central de la Commune. Poltron et rusé, le gou-vernement quitte Paris, par le bois de Boulogne pour Versailles avec ce qu'il a pu récolter comme soldats. Thiers a son plan. Historien du Consulat et de l'Empire, il s'est nourri de stratégie na-poléonienne. Donc, pour lui, la parole peut être enlevée avec de l'organisa-tion. Il reconstruit une armée en puis-sant dans les 500.000 prisonniers que le traité lui rendait, avec Mas Mahon pour chef. Bien nourri, bien vêtu, bien armé, le soldat se reprend à la vie abondante et son agressivité ne fait que croître contre les communistes qu'on lui pré-sente comme des assassins et des émeutiers professionnels.

Rétablir l'« ordre », ce sera alors l'objectif de Thiers, l'« ordre » c'est-à-dire la légalité de fortunes considéra-bles, le droit de s'enrichir du travail d'autrui, le droit de réduire à la misère, au chômage, et de plonger les familles malheureuses dans les taudis où sans travail et sans argent elles meurent à petit feu. C'était cela l'« ordre » de Thiers.

La répression

Et ce fut la semaine sanglante. Le Paris révolutionnaire dressait les barricades, voulait mourir dans les flammes de la capitale plutôt que re-vivre la domination capitaliste et le pau-périsme des années d'industrialisation.

Mais que pouvait le courage, si grand fut-il, devant la supériorité des forces de l'adversaire, bien armé, consolidé par le silence de la Province ?

La répression fut épouvantable. Des charniers furent ouverts un peu dans tous les parcs. Dans les casernes on fusillait sans cesse.

Plus de 60.000 personnes furent exé-cutées. Aucune pitié ne préserva les femmes, les enfants, les vieillards. Thiers voulait une mer de sang, espé-rant ainsi à jamais épuiser le socia-lisme.

Mais le socialisme devait sortir plus fort de la répression, plus fort parce que plus réfléchi. Plus fort, parce que convaincu de la force de l'adversaire qu'il ne sera possible d'abattre qu'en le connaissant bien, pour l'atteindre dans ses points faibles.

La leçon devait montrer que l'héroïs-me révolutionnaire poussé à ses der-nières limites n'est pas suffisant pour trans-former le système économique et po-litique, mais qu'il faut aussi une grande éducation sociale, une connaissance poussée de ce qui doit être fait.

La Commune de Paris a posé un pro-bème que d'autres communes devront résoudre.

ZINOPOULOS.

Il est un Dieu, sans doute, à qui tout est possible : ce Dieu, le mieux servi, père des autres Dieux, compte aussi ses martyrs et même a ses miracles ; sa présence fait taire ou parler les ora-cles, qui touche à son autel est guéri de ses maux... Ce Dieu n'a pas encore recon-tré d'incrédules... Fléchissez le genou, mortels ! ce Dieu, c'est l'Or !

(Lucrèce française.) SYLVAIN



Abonnez-vous

Nom :
Prénom :
Rue : N°
Lieu :
Département :
Déclare souscrire un abonnement au Libertaire pour une durée de

6 mois (1) 250 fr.
1 an (1) 500 fr.

et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561 76 Paris. Robert Jou-lin.

(1) Barrer la mention inutile.

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

NOUVELLES D'ITALIE

Les poursuites antianarchistes



INTERNATIONALE ANARCHISTE

un communiqué publié par divers journaux de Gênes, Tocalondo fit connaître sa complète solidarité envers les auteurs de l'attentat. De leur côté, les accusés Busico, de Lucchi et Mancuso ont reconnu hautement leurs responsabilités. Ils seront défendus par M^{rs} G. Macchiavelli, Brunetti, Monteverdi, Pedio (de Potenza) et Punzio (d'Alexandrie).

Le Liberatorio de Milan relève que dans l'acte déferant les accusés en justice, il est fait état dans les termes suivants des mobiles ayant inspiré le camarade Busico :

« Apprenant dans les journaux que, dans diverses régions de l'Espagne et particulièrement à Barcelone, avaient eu lieu des conflits meurtriers entre la police et les éléments de la Résistance, au cours desquels ceux-ci auraient laissé six morts sur le terrain, Busico en fut profondément troublé, d'autant plus qu'il apprit que parmi les victimes se trouvait son intime ami l'anarchiste espagnol Francisco Martinez, tué dans une rencontre avec la police espagnole ».

Il Liberatorio ajoutait à ces lignes officielles la courte déclaration que voici : « Nous pouvons assurer les camarades d'Italie et de l'étranger, les sympathisants, et tous ceux qui, en marge des sectarismes politiques ont tenu à démontrer leur solidarité avec les détenus, que le moral de nos jeunes camarades emprisonnés est des plus élevés. Sans minimiser en rien leur geste de fraternité envers les victimes du fascisme en Espagne, ils attendent leur procès avec une absolue sérénité ».

« Nous les avons trouvés pleins du désir que leur sacrifice serve à mettre en lumière, devant l'opinion publique, les crimes du régime franquiste, et désireux de susciter un mouvement de solidarité effective envers ceux qui, dans l'Espagne martyre, payent chaque jour de leur vie leur suprême amour de la liberté ».

CHRISTO BOTEFF

(Né le 7.1.1849 — mort le 2.6.1876) n'avait que 22 ans (d'ailleurs il est mort à 27 ans).

Fils d'un instituteur, il reçut une bonne éducation progressive et épris de l'esprit de liberté du Balkan (la Vieille Montagne) où il est né et s'est développé, dès son enfance, Boteff embrassa les rêves de la libération du peuple bulgare. A l'âge de 13 ans, il partit en Russie pour continuer ses études et là il se mit aussitôt en rapport avec les révolutionnaires ; pour ses relations avec eux il fut exclu du lycée. A partir de ce moment, il s'adonna entièrement au mouvement révolutionnaire en devenant le premier disciple de Bakounine. Réfugié, ensuite, en Roumanie, il se mit à sa disposition pour l'envoi de la littérature clandestine en Russie.

Boteff prépara la libération nationale de son pays en 1876 se mit à la tête d'une compagnie organisée en Roumanie, passa clandestinement le Danube en s'emparant par force d'un bateau autrichien et tomba héroïquement dans la montagne, après un combat acharné.

Etant le plus grand révolutionnaire, le meilleur poète bulgare et le héros national, il est devenu l'idéal de la jeunesse de toutes les générations postérieures et quoi qu'il ait clairement exprimé la pensée anarchiste dans ses œuvres, tous les politiciens cherchent aujourd'hui à le représenter comme leur.

L'article que nous publions comme un document historique et qui est actuel fut écrit au moment où la Commune éclata. A ce moment, il

DOMINIQUE LUCOVICI N'EST PLUS

Le camarade Dominique LUDOVICI est décédé le 21 avril et a été inhumé le 24 avril.

Plein de vie, de foi et d'enthousiasme, Ludovici, malgré ses 66 ans, était un des militants les plus actifs du mouvement en Suisse.

ESSAIS - PHILOSOPHIE

Han Ryne : Crépuscule, 120 fr. (150 fr.). Dans le Mortier, 120 fr. (150 fr.). Amant ou Tyrant, 120 fr. (150 fr.). Songes Perdus, 120 fr. (150 fr.). La Souffrance et le Veston, 120 fr. (150 fr.). Bouche d'Or, 120 fr. (150 fr.). La Tour des Peuples, 280 fr. (310 fr.). Les Orges dans la Montagne, 280 fr. (310 fr.). Le Père Diogène, 75 fr. (105 fr.). Les Apparitions d'Ahasvérus, 75 fr. (105 fr.). Chère Pucelle de France, 75 fr. (105 fr.). L'Amour Plural, 75 fr. (105 fr.). Le Sphinx Rouge, 150 fr. (195 fr.). La Vie Eternelle, 60 fr. (90 fr.). Déterminisme et Libre Arbitre, 20 fr. (30 fr.). Petite Causerie sur la sagesse, 40 fr. (55 fr.). Maltatuli (en espagnol) : Paginas Selectas, 40 fr. (50 fr.). Max Stinner : L'Unique et sa Propriété, 325 fr. (355 fr.).

EDUCATION SEXUELLE NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Education Sexuelle, 250 fr. (280 fr.). Dr NAGUIB RIAD : Le Bonheur Intime, 390 fr. (435 fr.). M.

ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A. KOESTLER : Croisade sans Croix, 200 fr. (230 fr.). Un Testament Espagnol, 180 fr. (210 fr.). La Lie de la Terre, 240 fr. (285 fr.). La Tour d'Esra, 350 fr. (385 fr.). Le Bar du Crépuscule, 180 fr. (210 fr.). A. SERGENT : Je suivis ce mauvais garçon, 100 fr. (140 fr.). J.

PEDAGOGIE

S. A. T. : Grammaire espérantiste, 120 fr. (150 fr.). G. GIROUD : Compus, 240 fr. (310 fr.). A. JOURNÉ : Une Expérience d'Education Nouvelle, 75 fr. (105 fr.). M. MARTINET : Culture Proletarienne, 200 fr. (230 fr.). C. ABDULAH : Les Oiseaux, 200 fr. (230 fr.). Maison d'enfants, 250 fr. (280 fr.). S. GLODEAU : Une Humanité, une Langue, 80 fr. (40 fr.).

ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A. KOESTLER : Croisade sans Croix, 200 fr. (230 fr.). Un Testament Espagnol, 180 fr. (210 fr.). La Lie de la Terre, 240 fr. (285 fr.). La Tour d'Esra, 350 fr. (385 fr.). Le Bar du Crépuscule, 180 fr. (210 fr.). A. SERGENT : Je suivis ce mauvais garçon, 100 fr. (140 fr.). J.

Le procès de Gênes

Après l'attentat contre le consulat franquiste de Gênes, nos camarades B. Busico et E. de Lucchi ont été emprisonnés.

Le camarade Manouso, le troisième participant, refusant de rester à l'abri, a voulu reprendre la lutte active. Il a été arrêté à son tour.

Le procès a lieu à la 8^e section du Tribunal de Gênes.

La défense est assurée par les avocats G. Macchiavelli, Brunetti, Monteverdi, Pedio et Punzio.

Nous ne savons pas encore si le camarade Vincenzo Tocalondo inculpé d'apologie du crime pour avoir exprimé son entière solidarité et celle de la Fédération anarchiste ligure dans un article publié dans la presse est jugé en même temps.

Il faut préparer une campagne de protestation, organiser meetings et campagnes de presse.

Ne laissons pas la bourgeoisie internationale complice de Franco condamner trois camarades dans l'indifférence générale.

IL FAUT FAIRE DE CE PROCES LE PROCES DU FASCISME ESPAGNOL : pour cela, les hommes libres du monde entier doivent manifester leur indignation devant cet attentat à la dignité humaine qu'est le procès de Gênes.

DES QUATRE COINS DU MONDE

De la « Hospodar » du 9-2-50

Nos houlères n'ont pas réalisé les objectifs assignés par le plan quinquennal pour les quatre semaines de janvier. De nouveau, ont surgi certaines difficultés et obstacles... Bien que le Congrès national de la C.G.T. eût assigné aux mi-

Bassin de	1 ^{re} semaine	2 ^e semaine	3 ^e semaine	4 ^e semaine
Ostrava	89,5	94,8	95,3	119,1
Kladno	83	88,8	89,3	122,2
Most	96,4	96,2	97	110

La situation a été analogue dans les bassins secondaires. Il en ressort qu'un « grand coup » a été fourni pendant la semaine du mois afin de combler partiellement les retards des 3 précédentes semaines. On a dû travailler pendant deux dimanches consécutifs, bien qu'il soit souhaitable de ne pas prolonger la pratique des dimanches assimilés aux jours ouvrables. Par ailleurs, on a enregistré un nombre considérable d'heures supplémentaires. Enfin les travaux d'entretien ont été négligés. Tout cela augmente les prix de revient et entraîne, par la suite, une absence accrue.

L'introduction des nouveaux salaires et des nouvelles normes de travail a suscité de vives discussions parmi les mineurs. Souvent les ingénieurs se sont fait remarquer par leur absence et c'est de leur faute si certaines erreurs ont été commises. Dans d'autres puits, les permanents n'ont pas rempli leur devoir de meneurs et n'ont pas su expliquer aux mineurs l'importance de la nouvelle politique des salaires. Dans tous ces cas, la réalisation du plan a été défectueuse.

Argentine

Il ne se passe pas de jour sans que le voile d'hypocrisie qui couvre la dictature péroniste ne se déchire. Le restant de liberté accordé aux travailleurs est menacé.

Tous les locaux de l'organisation anarcho-syndicaliste F.O.R.A. ont été fermés par la police.

Les camarades argentins ne sont pas décidés à se laisser faire ; le journal

LA HONTE DES CAMPS DE CONCENTRATION

Le récit suivant, d'un antifasciste interné au camp de concentration des femmes, à Nojarevo (Bulgarie), simplement pour ses convictions antifascistes et son courage à les affirmer, nous parvient à l'instant. Nous le reproduisons dans toute sa simplicité.

« J'ai été envoyée au camp de concentration de Nojarevo pour six mois, mais par la suite, mon séjour s'y prolongeait automatiquement. Dans ce camp, il y avait d'autres femmes internées aussi pour six mois, et qui y sont depuis trois ans.

« Dans cette « Communauté de rééducation et de travail » se trouvent, outre les internées politiques, des prostituées et des criminelles. Il nous faut travailler, vivre et dormir ensemble. On nous vole le peu de colis (au plus 8 kilos par mois) que nous recevons.

« Nous sommes obligées de travailler en plein air et sommes très mal vêtues, la plupart des femmes n'ont pas de bas, portant des sabots de caoutchouc troués, une blouse et un tablier de coton, et pendant l'hiver, un pantalon et une capote déchirée de soldat ou de policier. On nous oblige à travailler par tous les temps.

« La nourriture est très mauvaise. La

ration de pain du début a été réduite. Dans la soupe, il n'y a que quelques légumes. On ne nous réchauffe pas et nous dormons au froid, avec une seule couverture.

« En plus de ce traitement, il nous arrive très souvent d'être punies « pour ne pas avoir dit la vérité ». On nous enferme alors dans des cellules de trois mètres sur trois, à 5, 6 ou 8 ensemble ; l'air y est insuffisant et il s'y trouve souvent des malades. Les plus résistan-

tes d'entre nous étions souvent emportées de ces cellules sur des brancards dans des hôpitaux ; mais après guérison, on nous y fait rentrer, ou bien on nous envoie au service pénitentiaire ; là il faut travailler depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, avec 310 grammes de pain et seulement, une fois par jour, le soir, une soupe d'eau pure, sans trace d'aucune graisse.

« Ce service pénitentiaire est installé dans un établissement sale et malsain. On y est envoyé très facilement, il suffit d'exprimer lors d'un rapport quelconque une opinion personnelle. Dans ce cas, le nom de l'imprudent est noté pour lui demander des explications. On la traite de « saboteur des travaux des champs » et elle est envoyée dans le service pénitentiaire. Les punitions varient, mais il y a des cas où elles durent de 30 à 60 jours.

« Dans le camp, on nous prive souvent de correspondance, sans raison ».

Ce récit, sans emphase ni plainte, fait pénétrer dans tout ce que le régime stalinien a d'inhumain ; ce déni à toute justice, cette inexorabilité qui conduit par un système froidement calculé les plus vaillantes détenues à la mort, nous amène à un perfectionnement du régime fasciste. Le fascisme tuait en masse, brutalement, mais ses prétentions à édifier le socialisme n'étaient pas prises au sérieux hors des frontières de l'intérieur desquelles il exerçait ses ravages.

Devant le régime stalinien comme devant la mort, la condition humaine s'efface, la femme est l'égale de l'homme.

Que les femmes du monde entier relèvent le défi et s'associent à la campagne contre la honte des camps de concentration. Qu'elles répondent à l'appel des femmes de la Commission d'aide aux antifascistes de Bulgarie.

Femmes libres du monde entier, suscitez des manifestations, envoyez vos protestations, collectez des fonds. Ne restez pas insensibles à la souffrance de vos semblables. En contribuant à sauver d'une mort injuste des enfants, des femmes et des hommes épris de liberté, participez à l'œuvre de justice dans laquelle la femme se doit de tenir une large place.

(Communiqué par la C.A.A.B., Commission d'aide aux antifascistes de Bulgarie).

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN

Le Mouvement Libéraire Nord-Africain vient de naître. Jusqu'ici les groupes d'Afrique du Nord formaient la 13^e Région de la Fédération Anarchiste française.

Les conditions politiques, économiques et sociales particulières à cette région rendaient nécessaire la constitution d'un mouvement ; articuler.

Le mouvement se propose de lutter : CONTRE l'exploitation de l'homme par l'homme.

CONTRE le racisme.

CONTRE les menaces et les forces de guerre d'Orient et d'Occident.

CONTRE l'impérialisme quelle que soit sa forme et de quelque nation qu'il émane.

CONTRE le charlatanisme des Partis.

CONTRE la féodalité colonialiste patronale et étatique.

POUR la libération de l'individu.

POUR l'établissement d'une société harmonieuse basée sur la solidarité, l'entraide, la coopération, le fédéralisme.

POUR DONNER l'usine aux ouvriers, c'est-à-dire à ceux qui produisent.

POUR DONNER la terre aux paysans, c'est-à-dire à ceux qui la cultivent.

POUR l'égalité économique et raciale en établissant le communisme libertaire.

M.L.N.A., Doukhan, 6, rue du Roussillon, Alger (Algérie).

Sont internés en Bulgarie :

STOYTCHEV Atanas, 50 ans, ouvrier peintre. Vaillant militant dès sa jeunesse, père de deux enfants. Depuis vingt-cinq ans, il n'a jamais cessé de travailler dans son métier pour gagner sa vie. Véritable héros dans la lutte contre le fascisme, il porte encore une balle dans son corps depuis le premier combat avec les fascistes en 1923 ; lui, il doit aussi être « rééduqué », dans les camps de concentration stalinien (appelés « communautés de travail et de rééducation »), où il se trouve interné pour la deuxième fois depuis le congrès communiste de 1948.

MINDOV Mikhayl, 31 ans, ouvrier typographe, interné sans jugement pour la deuxième fois depuis plus de trois ans. Son « crime » est d'avoir édité les bulletins de la F.A.C.B. (L'organisation anarchiste n'a pas été jusqu'à maintenant mise hors la loi, formellement au moins).

LOZANOV Peter, 56 ans, tuberculeux, travaillait au laboratoire d'un sanatorium. Vieux militant anarchiste, bien préparé, connaissant l'allemand et le français, ancien rédacteur des revues anarchistes : « Société libre » et « Monde nouveau », un des meilleurs journalistes du pays. Les stalinien l'ont arrêté sans tenir compte de son âge avancé, ni de son état de santé, ni, enfin, du grand respect que les communistes eux-mêmes ont eu pour sa conduite antifasciste et pour le travail éducatif très utile qu'il faisait dans les syndicats ouvriers.

KARAMIKHAYLOV Guéorgui, 47 ans, ouvrier des tabacs et journaliste, ancien prisonnier politique, ancien rédacteur de l'hebdomadaire de la F.A.C.B., interné depuis trois ans ; YANKOV Vasil, 45 ans, ouvrier boulanger, interné depuis trois ans ; ZLATEV Stefan, 47 ans, libraire, condamné à mort par les fascistes, tuberculeux, interné depuis trois ans ; KOTAKOV Stefan, 37 ans, ouvrier des tabacs, militant syndicaliste, tuberculeux, interné pour la troisième fois depuis la « libération » ; BABEKOVA Kanu, 44 ans, ouvrier agricole, ancien prisonnier politique, interné pour la deuxième fois, etc..

La liste des anarchistes internés dans ces deux camps contient les noms de plus d'une centaine de militants possédant les mêmes qualités d'antifascistes dévoués, d'ouvriers ou d'intellectuels irréprochables, qui, sans avoir commis aucun crime, sans être accusés ni jugés, sont l'objet d'extermination par ces simples, mais terribles mesures administratives dont le sadisme dépasse celui des nazis.

COMMUNIQUE de la Commission de relations de l'Internationale anarchiste

A tous les groupes éditeurs de journaux, revues, livres, documents divers, nous demandons l'envoi immédiat et gratuit de deux exemplaires de tous les textes qui ont été édités et qui s'éditeront par la suite, en n'importe quelle langue, aux adresses suivantes : Fedeli Ugo, 18 Via Grazzano, Carrara (Italie) ; Hem Day, boîte postale 4, Bruxelles (Belgique) ; Studi Sociali, Casilla de Correo, 141, Montevideo, R. O. del Uruguay.

Camarades éditeurs, n'oubliez pas d'effectuer vos envois régulièrement.

C.R.I.A.

New-York

Pendant plusieurs jours, des militants de syndicats et de groupements libertaires ont manifesté devant le consulat franquiste. Ces manifestations furent suivies d'un grand meeting en plein New-York.

Angleterre

La C.N.T. espagnole en exil a publié un extrait signé par le groupe d'Espagne et par de nombreuses personnalités bien connues.

S. I. A.

SECTION DE PARIS

Le samedi 3 juin, au lieu habituel, se réunira l'Assemblée locale de S. I. A. Tous les compagnons sont priés d'y assister, vu l'intérêt des points à traiter.

LE SECRETAIRE.

SYNDICALISME

G. Yvetot : L'A.B.C. du Syndicalisme, 15 fr. (25 fr.). — Griffuelhes : Le Syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.). F. F.A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). E. Rotot : Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — F. Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail, 240 fr. (270 fr.). — P. Besnard : L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (105 fr.). Le Monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). — XX. : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — J. Rennes : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — Jean Jacques : Vie et mort des Corporations, 125 fr. (155 fr.).

PHYSIQUE - BIOLOGIE SOCIOLOGIE, ETC...

Buchner : Force et Matière, 240 fr. (285 fr.). — Haackel : Histoire de la Création, 400 fr. (470 fr.). — R. H. Huxley : Du Singe à l'Homme, 180 fr.

(210 fr.). — Dr Dodel : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). — A. Lorulot : Crimes et Société, 125 fr. (155 fr.). — G. Matiasse : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C.C.P. 5561-76.

Cette semaine vous lirez avec plaisir

LE SIXIEME EVANGILE de Raymond ASSO

300 fr. Franco recommandé 355 fr.

En vente au « Libéraire » C. C. P. R. Joulin 5561-76

SERVICE DE LIBRAIRIE

PHOTOS (cartes postales)

S. FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.). — P. KROPOTKINE, 40 fr. (55 fr.). — C. BERNERI, 25 fr. (40 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

Hem Day : Francisco Ferrer, 30 fr. (40 fr.). — F. Planché : Louise Michel, 150 fr. (180 fr.). — Kropotkine, 210 fr. (240 fr.). — Durolle, 150 fr. (180 fr.). — Sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 240 fr. (270 fr.). — L. Lecoq : De Prison en prison, 160 fr. (190 fr.). — J. Humbert : Sébastien Faure, 180 fr. (210 fr.). — Jules Vallès : L'Enfant, 125 fr. (155 fr.). — Le Bachelier, 125 fr. (155 fr.). — L. Inaurged, 125 fr. (155 fr.). — E. Renan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. (40 fr.). — C. Delacaze-Duthiers : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr.). — Sous le sceptre d'Anastase, 250 fr. (280 fr.).

DIVERS

A. LORULOT : Sa Majesté l'Amour, 760 fr. (820 fr.).

Le chômeur :

UN HOMME EN MARGE DE LA SOCIÉTÉ

Le spectacle de la richesse côtoyant la misère, du taudis adossé à l'usine ou à la villa ne choque plus personne, le chômeur, cet homme qui mendie du travail ne soulève pas la moindre émotion. Ce cas par sa fréquence même s'inscrit dans les normes sociales au même titre que la production, la circulation monétaire, il s'exprime en chiffres, en statistiques. Pourtant, à celui qui veut bien faire un retour sur lui-même, le chômeur pose un effrayant problème social : Voilà un homme qui n'a plus de travail. Que faut-il faire ? Immédiatement la réponse jaillit d'elle-même : lui assurer le même niveau d'existence que lorsqu'il travaillait puisque la responsabilité de son oisiveté forcée incombe à la société. Que non, répond-on. On lui accordera une aumône. Juste de quoi l'empêcher de mourir de faim. Autrement dit, la carence de l'organisation sociale est châtiée dans la personne d'un individu qui jamais n'a été convié à jouir pleinement du fruit de son travail, que l'on a exploité sans pitié et que maintenant l'on rejette en marge de la société. Car le chômeur est vraiment en marge de la société. On a plus besoin de lui. Il peut disparaître. Il est même gênant.

Mais voyez, cela n'empêche pas les beaux messieurs de nous parler de « l'union de tous les Français », du respect que l'on doit accorder au travail, de la République une et indivisible. On oublie volontiers les chômeurs et par conséquent tous les travailleurs qui du jour au lendemain peuvent connaître le même sort. Car ils sont, eux aussi, en marge d'une société qui achète leur puissance de travail pour la leur revendre ensuite copieusement majorée de tous les bénéfices et taxes en cascades. Jusqu'au jour où ils sont vieux ou trop nombreux sur le marché du travail. Dès lors les cours baissent absolument comme sur le marché du bétail et la peur d'un chômage prolongé fait plier le plus volontaire. Ainsi s'éroule encore une dignité déjà fort atteinte du fait d'être assimilé à un animal.

Cette organisation de l'esclavage par le jeu de l'offre et de la demande dissimulée sous les plis du drapeau tricolore nous prouve éloquentement que le travailleur n'a absolument rien de commun avec la société capitaliste et étatique dans laquelle on veut à toute force le faire entrer. Il s'y est toujours plus ou moins senti un étranger et c'est ce qui explique sa propension bien souvent intuitive vers les tendances et les élans révolutionnaires. Et le plus grand crime qu'ont commis les Staliniens suivis en cela par tous les réformistes de la F.O. et de la C.F.T.C., a été celui de chasser la force prolétarienne au profit d'une organisation sociale où le travail des hommes est jeté sur le marché comme une vulgaire marchandise.

Racisme

(Suite de la première page)

Combien de Noirs, de Vietnamiens, ne sont-ils pas victimes d'une exclusive qui leur rend très difficile de trouver emploi et logement ? Combien de Juifs ne sont-ils pas victimes aussi d'un racisme injustifiable ? Et ces faits sont plus nombreux que l'on ne pense généralement et le combat exige un effort constant.

Or, même dans certains groupements qui affichent pourtant un anticolonialisme et un antiracisme effréné, existe un état d'esprit qui révèle une infra-structure psychologique réactionnaire ; qu'un « homme de couleur » demande son adhésion, elle est certes acceptée, mais avec l'indication que l'individu aura à s'occuper exclusivement d'activités anticolonialistes. On lui méconnaît implicitement le droit de s'affranchir des faux jugements, d'être une homme révolutionnaire comme les autres.

A notre avis, le révolutionnaire, d'où qu'il vienne, a cessé d'être Juif, Noir, Vietnamien ou malgache dès qu'il a rejoint l'organisation. Le révolutionnaire est un homme libre. Libre surtout par ce qu'il a conscience de toutes les oppressions et toutes les libertés : le révolutionnaire est à la fois Nègre, Juif, Malgache, manœuvre ou chômeur. La souffrance de tous les opprimés est nôtre, donc leur combat est notre combat.

Et nos camarades le savent bien, qui dans tous les pays manœuvrent contre les racismes colonialistes, xénophobes et nationalistes (1). A nous, en France, de partager leur effort. Guerre au Viet-Nam et brigades en Algérie, en Côte d'Ivoire et à Madagascar et aussi dans la métropole, se poursuivent (2).

Car c'est bien en France que l'Union Sacrée colonialiste des R. P. F., des Maurassiens (3), des Croix de feu (4), du P. R. L., du R. G. R., ainsi que du C. N. P. F. (5) avec l'Eglise et l'Etat se renforce. Nous sommes convaincus que la force du prolétariat est capable de neutraliser cette coalition. Par des actes.

Charles DEVANÇON.

(1) Nous tenons à la disposition de nos lecteurs des publications anarchistes en anglais, allemand, yiddish, danois, suédois, hollandais, italien, espagnol, russe, chinois, bulgare, espéranto, etc... Spécifier le pays d'origine de la publication que vous désirez acquérir. Par exemple, pour l'anglais, spécifier : Royaume-Uni, U. S. A., Indes, Australie, etc. pour le yiddish, éditions de Paris, Londres, New-York, Tel-Aviv, de même.

CHEZ PECHELBRONN

A plusieurs reprises, notre « Libertaire » a attiré l'attention de ses lecteurs sur l'injustice que représentent les primes hiérarchisées. Mais il y a mieux que la hiérarchie : c'est la « superhiérarchie ».

Un exemple. Le groupe Pêchebron, société qui bien qu'elle ait doublé ses bénéfices en un an (de 33 millions en 1948 à 72 millions en 1949) refusa de donner les 3.000 fr. accordés en mars dernier une majoration de salaire à son personnel. Majoration qui a été de 7 % pour les employés et agents de maîtrise et de... 12 % pour les cadres.

Ce mois-ci cette société a « accordé » une nouvelle prime hiérarchisée qui s'élève à 13 % du salaire.

Le patronat français voudrait-il, tout comme le dirigisme stalinien, créer une plus grande séparation entre chaque classe de salariés, afin de mieux régner ?

Nos camarades de chez Pêchebron ne se le demandent plus. Christian MARQUET.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Un travailleur = 2.880 calories

Une commission « savante » a fixé ce qui est nécessaire pour alimenter un travailleur. Voilà le premier résultat de la « libération » des salaires et des conventions collectives.

Nous venons d'apprendre en effet que jusqu'à 10 ans, il faut 1.800 calories et 2.880 au-dessus de cet âge. Ainsi en a décidé la Commission des conventions collectives, à qui l'on pourrait demander si ses méthodes de travail ont été inspirées par des agronomes et des éleveurs de porcs.

Car, dès que l'on entend ALLUMENTER rationnellement, c'est-à-dire en vue du RENDEMENT maximum, entre des porcs et des hommes, il ne doit pas y avoir — biologiquement — une bien grande différence. Qu'il s'agisse de calories contenues dans de l'orge, du son, des betteraves ou dans du pain, de la viande, du sucre, les modes de calcul doivent être à peu près semblables et tenir compte du poids moyen de l'adulte, de l'adolescent, de l'enfant, des exigences de la croissance, etc...

Irrésistiblement, on est amené à évoquer le marché d'esclaves où le client tâte les muscles de la marchandise et s'assure de la bonne dentition, moralement, il n'y a pas grand-chose de changé depuis ces époques révolues ; l'esclave moderne est simplement placé sous la « protection » de l'Etat qui se charge d'imposer à l'utilisateur des normes alimentaires minimum, et si l'on fait abstraction de la liberté encore que relative, dont jouit le travailleur de changer de maître, nous sommes immédiatement pla-

LA semaine passée notre camarade Olive, avec son habituel humour, a parfaitement mis en lumière tout le grotesque qui s'attache au fait de vouloir traduire en chiffres les besoins de l'homme. Mais on ne peut se contenter de rire. Que des individus s'assemblent autour d'un tapis vert et discutent gravement du problème que pose l'élaboration du budget alimentaire des travailleurs et décident d'un nombre de calories strictement déterminé, symbolise très nettement tout le mépris dans lequel ces Messieurs tiennent les travailleurs.

cés devant une organisation de la société, n'ayant pas grand-chose à envier à l'actuel empire de Staline.

Certes, les réformistes pourraient nous faire observer que les moyens de calcul utilisés sont imposés par la nécessité de définir le salaire minimum et que cette rationalisation apparemment abusive ne préjuge en rien de la liberté spirituelle et des possibilités ouvertes à chacun d'améliorer ses conditions d'existence et de s'élever dans la hiérarchie sociale. Cette réponse, la seule que l'on pourrait nous faire, confirme avec plus de force encore ce que nous venons de dénoncer. Il importait peu de savoir si quelques-uns pourront s'élever au-dessus des prolétaires, mais il importait seulement de constater qu'il y a des prolétaires, des hommes formant la couche populaire la plus indispen-

sable parce que la seule productrice, qui sont soumis à la fantaisie de calculateurs au même titre que du bétail.

Sans vouloir insister sur le côté bouffon de ces calculs dont le but est de vouloir ignorer l'infinie diversité de goûts et des nécessités alimentaires — impérieuses souvent — des individus, notons que la Commission de Conventions Collectives ne s'est jamais demandé comment on pourrait déterminer le budget culturel du travailleur — achat de livres, d'instruments de musique, frais de spectacle (théâtre : 600 fr. la place), etc. Mais le travailleur n'a pas besoin de se cultiver, il faut l'alimenter, il lui faut 2.880 calories correspondant à un chiffre de X... en francs. Et ce chiffre s'appellera le salaire minimum. Et le problème social sera résolu.

Voilà donc où nous ont conduit la « libération » des salaires et les conventions collectives : à un dirigisme où l'absurde le dispute à l'odieuse, à un arbitraire qui cherche désespérément à se justifier par des formules pseudo-scientifiques qui aboutissent toutes à allouer à l'ingénieur un budget alimentaire infiniment supérieur à celui du terrassier pour l'excellente raison que si l'on attribue au premier un budget culturel on sera bien forcé d'en faire autant pour le second. Ainsi on n'en attribue ni à l'un ni à l'autre, mais on persiste quand même à vouloir résoudre cette quadrature du cercle que pose la transposition des besoins humains en chiffres !

Et il est renversant de voir que les hommes qui se livrent à ce jeu, qui bien que stupide dévoile leur volonté arrêtée de maintenir la hiérarchie coûte que coûte, osent s'appeler des syndicalistes ! Des défenseurs de la classe ouvrière ! Des démocrates ! Des progressistes !

Pitresse bien digne de notre époque décadente, les décisions savan-

tes de la commission des conventions collectives se heurteront, nous l'espérons, à une opposition inébranlable des travailleurs que l'on ne peut tout de même pas assimiler aussi ouvertement à des animaux !

E. A.

A bas cette grève

Car il s'agit de celle de ces ineffables frères de classe, qui nous gratifient de leurs coups de matraques aux jours de revendications.

Or si la grève est un droit imprescriptible pour tous ceux à qui est imposé un contrat social auquel ils n'ont pas souscrit ; si la grève est l'arme la plus légitime de tous les exploités, de tous les salariés pliés sous l'ordre et la légalité, elle est un défi pour ceux qui sont les défenseurs de cette légalité et de cet ordre à coups de nerfs de bœuf ou de mitrailleuse.

Quiconque s'en montre partisan est juste bon à en crever (même le fain) et quels que soient les émoluments de ces messieurs, ils sont toujours trop payés pour la triste besogne qu'ils accomplissent.

Rien de commun entre eux et nous, même la grève !

Et nous en avons la preuve.

Car cette grève perdue n'a été pour eux que l'occasion de poursuivre leur rôle malfaisant : après avoir créé des embouteillages par de fausses manœuvres, ils dressaient contre nous les malheureux égares dans leurs filets.

Non ! rien de commun entre eux et nous, alors même qu'ils emploient nos méthodes (certains de l'impunité, puisque les représailles, ce sont eux qui les dispensent aux révoltes, aux vrais !)

Rien de commun entre les défenseurs d'un ordre qui couche quelques millions d'hommes dans les vingt ans, et ceux qui luttent contre cet ordre, ses gouvernants et ses séides.

Maurice LAISANT.

Lorsqu'il s'agit de laisser au peuple la liberté de faire ce qui lui plaît, vous dites qu'il ne comprend rien ; tandis que, quand il s'agit de lui faire nommer des députés, alors on lui reconnaît toute capacité...

Enrico MALATESTA.

Christo Boteff parle de la Commune

PLEURS RIDICULES

(Suite de la 3^e page)

de poètes, sur les os rongés de tant de martyrs pour le pain quotidien. Pleurez ! Les insensés ! personne ne peut les consoler, les enragés ! personne ne peut les dompter !

Maudissez les communards qui auraient ruiné votre capitale et qui sont morts en criant des paroles qui sont pour vous des paroles de bandits : la liberté ou la mort, du pain ou des balles ! Crachez sur leurs cadavres et sur les cadavres de ses victimes de la civilisation, que vous avez embrassées et que vous embrassez encore en la personne de vos femmes, de vos sœurs, de vos mères et que vous traitez aujourd'hui d'adultères enragées, parce qu'elles ont eu la force de prendre les armes et de se sauver du bouge de la débauche ! Jetez de la boue et des pierres sur la tombe de Dombrowsky, puisqu'il n'est pas devenu le valet d'une tête couronnée quelconque, mais — un combattant pour une grande idée, pour un idéal élevé, et avec sa poitrine s'est opposé aux traitres de la France et aux coupables de tant de désastres pour l'humanité.

Tout le monde a déploré Paris, tout le monde a maudit les communards, et notre pauvre journalisme, lui aussi n'est pas resté en arrière ; il a déploré, lui aussi, tout ce qui est déshonoré et a maudit tout ce qui est raisonnable. Pleurs ridicules ! Comme si la guerre depuis le temps de Nemrod jusqu'à Napoléon, de Cambyse à Guillaume ne représente pas les mêmes spectacles, le même but et les mêmes moyens. Comme si, Napoléon, au nom de la civilisation et Guillaume, au nom de la Providence de Dieu, n'ont pas fait beaucoup plus de mal au cours du XIX^e siècle, que, par exemple, Alexandre de Macédoine par ses campagnes tant de siècles avant notre époque. Mais le barbarisme est là, et les reproches et les malédictions sont là seulement où l'esclavage, l'homme dont les paroles et la raison étant restées des appels dans le désert recourt aux extrêmes et lutte à vie et à mort, selon ses moyens qui sont bas puisque insuffisants et ils sont insuffisants, parce que les maîtres les leurs ont enlevés. Alors l'homme est appelé bandit, pervers, vil et barbare ! Tels ont été aussi les communards !

Le christianisme eut ses martyrs pour arriver à appeler l'esclave « fils de Dieu, fils de l'homme ». La Révolution, elle aussi les eut pour « transformer le vagabond en citoyen ». Le socialisme, à son tour, les a eus et les aura, ce socialisme qui « veut faire de l'homme quelque chose de plus que fils de Dieu et citoyen — pas un être abstrait, mais un homme réel duquel dépendra la ville et pas le contraire ».

Le christianisme, la Révolution, le socialisme — la monarchie, la constitution, la République — ce sont des faits et des époques historiques ; les pourrait renier seulement celui qui ne reconnaît pas le progrès de l'humanité.

L'école et rien que l'école dit la grand-mère « Macédoine » (1) — sauvera l'Europe de la révolution sociale ; l'école et rien que l'école — répétons nous — la préparera pour cette révolution, mais pas l'école de Zolotoust (Jean-bouche d'or) et de Loyola, de Guillaume et de Napoléon, mais celle de Fourier et de Proudhon, de Cuvier et de Newton — et toutefois une école laïque.

Les communards sont des martyrs ; leurs moyens de lutte pour la liberté

n'ont pas d'importance, ce qui importe c'est l'idée de cette lutte. « Et la liberté aura ses jésuites » a dit Heine.

Que notre journalisme réserve à présent ses pleurs, comme les réserves aussi le journalisme européen pour déplorer d'autres capitaux, d'autres barbarismes et d'autres souffrances, lorsque l'esclavage se révoltera et criera à son maître : qui es-tu, toi qui pleures ? — Es-tu homme, femme ou hermaphrodite ? — Une bête féroce ou un poisson ?

Et ce sera là un jour — le premier jour.

Christo BOTEFF.

(1) Un journal de l'époque (note du traducteur).

LA BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

L'EGLISE CONTRE L'ECOLE

Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur stupeur à la nouvelle des propositions de la Commission d'Economie. Pour notre part, ce tournant de la politique gouvernementale n'a pas été pour nous surprendre, au contraire : il était facilement prévisible que la présence de M. Bidault du M.R.P. à la Présidence du Conseil aurait des répercussions sur la situation scolaire du projet qui est en dépendance directe de la puissance momentanée de tel ou tel groupe politique. Or les faits confirment ces prévisions. Et à présent nous ne sommes plus seuls à établir un parallèle entre les attaques contre l'école laïque et les manœuvres en faveur de l'enseignement dit libre. A ce propos nous nous permettrons de citer quelques lignes de l'édition du 4-5-50 de l'Ecole Libératrice, par Henri Aiguepense (1) ne serait-ce que pour préciser certains points :

Non seulement une réduction importante des crédits de l'Education nationale était proposée mais, d'autre part, un appel solennel à la révolte contre la loi était lancé par Mgr Cazaux à tous les « usagers » de l'école confessionnelle.

Cet appel fort clair demandait aux intéressés de différer le paiement de leurs impôts jusqu'à ce que leur débiteur — l'Etat — accepte lui-même de s'acquitter de sa dette.

On peut évidemment se demander s'il existe un lien quelconque entre les propositions de la commission nationale des économies et l'initiative de Mgr Cazaux, ou si c'est par pure coïncidence que le budget de l'Education nationale est attaqué au moment même où des subsides sont réclamés pour l'enseignement libre, la demande s'appuyant sur une tentative

de chantage un peu plus audacieuse qu'à l'ordinaire.

Sans avoir la prétention d'établir d'une façon indiscutable une relation entre les deux faits, nous sommes convaincus que la présence au sein de la commission nationale des économies de certain préfet d'un département de l'Ouest n'est pas due au seul effet du hasard et quelle n'est pas absolument étrangère à cette convergence des attaques contre l'école laïque.

Ce même préfet n'a-t-il pas donné, au cours de ces dernières semaines, toute la mesure de son attachement à une des principales institutions de la République ? Si nous en croyons des informations parues dans la presse du 2 mai, il se serait opposé à l'ouverture de l'école publique de la Prévière alors que le ministre de l'Education nationale en avait donné l'ordre à l'inspecteur d'académie.

Pour prendre une telle décision, il était indispensable qu'il fût couvert par une autorité supérieure. Cette autorité ne pouvait être que le président du Conseil lui-même. Les informations dont nous faisons état signalent les contacts par la voie diplomatique entre le gouvernement français et le Vatican au sujet de l'initiative insolite de Mgr Cazaux. Que M. Bidault trouve plus commode de se couvrir de l'autorité du pape pour obliger les catholiques français à respecter la loi, c'est un aspect du problème qui ne nous est certes pas indifférent, mais qui dans des circonstances normales ne serait pas soumis à notre attention.

Nous nous insurgeons surtout contre le fait que des décisions qui s'imposent comme la réouverture de l'école de la Prévière sont différées malgré l'ordre du

ministre de l'Education nationale en raison même du rentement des déclarations de Mgr Cazaux.

L'émotion de M. Aiguepense devant la méconnaissance de l'autorité ministérielle serait valable si Yvon Delbos, ministre de l'Education Nationale n'était radical-socialiste. Et chacun sait qu'il est des accommodements avec le M.R.P. ! Il est de notoriété publique que Charles Barangé, l'assesseur du délégué de Pêche à la Commission des Economies, est une « huile » du M.R.P., en fort bon terme avec un autre membre de la Commission, Joseph Denais (P.R.L.). De plus, il n'est un secret pour personne que le préfet « désoberissant » a pour nom Morin. Quant on sait que cet individu régit la Préfecture du Maine-et-Loire, département fort rapproché de la Vendée et dont les élus consistent en 3 M. R.P., 1 P.R.L., 1 S.F.I.O. et 1 P.C.F., tout se précise.

Aussi quand M. Aiguepense nous dit « Notre devoir est de soutenir dans toute la mesure de nos moyens l'action que les élus laïques vont mener au Parlement » nous demanderons de qui s'agit-il ?

Il serait trop facile de pousser de hauts cris devant la gravité de la situation qui nous est ainsi révélée. Nous ne nous y attarderons pas car nous avons autre chose à faire ; lutter contre les coupables : l'armée (2), l'Eglise et l'Etat (3).

CHARLES.

(1) Secrétaire général du Syndicat National de l'Enseignement (S.N.E.). (2) Voir « Parole de ministre », « Libertaire » du 19-5-50. (3) Voir « l'Education en danger », « Libertaire » du 28-4-50.

Commission Libertaire de l'Enseignement (C.N.F.A.)

REFERENDUM

Appel est fait aux camarades éducateurs, étudiants et parents d'élèves pour répondre à ce référendum et de diffuser dans tous les milieux intéressés :

1^{re} question : Que pensez-vous des projets de réduction sur les crédits de l'Education Nationale ?

2^e question : Etes-vous prêts à vous associer à la « Grève des examens » à tous les degrés de l'Education et à soutenir activement cette action ?

3^e question : Quelles autres formes d'action préconisez-vous ?

4^e question : Quelle que soit votre position, désirez-vous être tenu au courant des événements par la Commission Libertaire de l'Enseignement (C.N.F.A.) ?

Adressez les réponses à la Commission Libertaire de l'Enseignement : Le Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris X^e.

Après avoir lu ce journal

FAITES-LE CIRCULER !

Merci